

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

INSTRUCTION N° 1013/DEF/SGA

- N° 18950/DEF/GEND/RH/P/ASG relative à l'organisation de l'action sociale dans la gendarmerie nationale.

Du 20 juillet 2005

INSTRUCTION N° 1013/DEF/SGA - N° 18950/DEF/GEND/RH/P/ASG relative à l'organisation de l'action sociale dans la gendarmerie nationale.

Du 20 juillet 2005

NOR D E F P 0 5 5 1 8 6 8 J

Références :

Arrêté du 29 avril 1992 (BOC, p. 2123) modifié.
Arrêté du 15 janvier 2001 (BOC, p. 1188).
Arrêté du 06 août 2001 (BOC, p. 5024).
Arrêté du 15 janvier 2002 (BOC, p. 1975) modifié.
Instruction 1030 /DEF/SGA du 02 octobre 2001 (BOC, p. 5444) modifiée.

Pièce(s) Jointe(s) :

Une annexe.

Texte abrogé :

Instruction 1304 /DEF/SGA 50500 /DEF/GEND/P/ASG du 16 décembre 1994 (BOC, 1995, p. 210) et ses modificatifs des 3 octobre 1995 (BOC, p. 4825) et 1er septembre 1997 (BOC, p. 3844).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 640.2.2.4.

Référence de publication : BOC, 2005, p. 5501.

Préambule.

L'action sociale dans la gendarmerie nationale comprend :

- le service propre à la gendarmerie nationale administré par le bureau de l'action sociale, qui relève du chef du service des ressources humaines de la direction générale de la gendarmerie nationale. Une circulaire particulière en précise l'organisation et le fonctionnement ;
- l'action sociale dont l'organisation est définie par l'arrêté du 15 janvier 2001 relatif à l'organisation de l'action sociale au ministère de la défense. La présente instruction a pour objet d'en fixer les modalités d'application, conformément à son article 10, notamment en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement.

L'organisation de l'action sociale au sein des forces stationnées outre-mer ou à l'étranger relève d'une instruction spécifique.

1. ORGANISATION.

1.1. Organisation administrative.

1.1.1. Niveau central.

Associé à la définition de la politique sociale du ministère de la défense, le directeur général de la gendarmerie nationale conduit cette politique au sein de la gendarmerie nationale selon les directives techniques de la direction de la fonction militaire et du personnel civil (sous-direction des actions sociales). À ce titre :

- il est membre du conseil central de l'action sociale et du conseil de gestion de l'institution de gestion sociale des armées (IGeSA) ;
- il exprime les besoins spécifiques du commandement et, après expertise, ceux du personnel de la gendarmerie nationale en matière d'action sociale ;
- il exprime les besoins de la gendarmerie nationale en personnel de service social et propose la répartition géographique du réseau social propre à la gendarmerie nationale ;
- il dispose, au sein du service des ressources humaines de la direction générale, d'un bureau de l'action sociale dont le chef, officier supérieur, peut le représenter auprès des instances nationales de concertation et exerce la fonction de correspondant, pour tout ce qui relève de l'action sociale, avec la direction de la fonction militaire et du personnel civil (sous-direction des actions sociales). Cet officier assure la coordination et le contrôle des actions sociales conduites au sein de la gendarmerie nationale, ainsi que la cohérence des actions dans le cadre plus général de la politique de la gendarmerie nationale en matière de condition de personnel.

1.1.2. Niveau régional.

1.1.2.1. Afin de mettre en oeuvre la politique sociale du ministère de la défense et les directives dans ce domaine du directeur général de la gendarmerie nationale, les commandants de région de gendarmerie et commandant de gendarmerie pour la zone de défense ainsi que le général commandant les écoles de la gendarmerie nationale sont responsables de la conduite et du soutien des actions sociales dans le cadre territorial et disposent chacun d'une direction régionale de l'action sociale, elle-même composée de districts et d'échelons sociaux. L'organisation, la zone de responsabilité et le siège des directions régionales, districts et échelons sociaux de l'action sociale sont fixés en annexe.

1.1.2.2. La direction régionale de l'action sociale.

1.1.2.2.1. Les commandants de région de gendarmerie et commandant la gendarmerie pour la zone de défense ainsi que le général commandant les écoles de la gendarmerie nationale exercent les responsabilités de directeur régional de l'action sociale.

Dans le cadre des directives du directeur général de la gendarmerie nationale, le directeur régional de l'action sociale conduit, contrôle et coordonne l'action sociale dans sa zone de responsabilité.

Il fait part en permanence de ses propositions en matière d'adaptation et d'évolution du dispositif social et veille à l'application de la réglementation.

Il peut déléguer sa signature à l'un de ses adjoints conformément aux dispositions de l'article 3 (dernier alinéa) de l'arrêté du 15 janvier 2001 .

Dans le cadre des directives techniques de la direction de la fonction militaire et du personnel civil (sous-direction des actions sociales), il est chargé notamment :

- de diffuser et d'explicitier l'information et la réglementation sociale aux conseillers techniques et assistants de service social ;
- d'attribuer les prestations sociales ministérielles et interministérielles ;
- de gérer les crédits d'action sociale ;

- de faire effectuer les enquêtes sociales ;
- de veiller au bon fonctionnement des comités sociaux ;
- de présider la commission restreinte ;
- d'entretenir dans sa zone de compétence, des relations fonctionnelles avec les antennes régionales de l'IGeSA (ARI) ;
- d'exercer, à l'égard des établissements gérés par l'IGeSA, les compétences en matière de réglementation générale et de surveillance administrative prévues à l'article 8 de l' arrêté du 15 janvier 2001 et précisées au point 3 de la présente instruction ;
- de veiller à la mise en place du personnel social nécessaire (conseillers techniques et assistants de service social) dont il est le notateur juridique. Ce personnel est affecté par la direction de la fonction militaire et du personnel civil ;
- de veiller à ce que le personnel social dispose des moyens nécessaires à l'exercice de sa mission (locaux, moyens matériels, véhicules...).

Il est également chargé dans les conditions fixées conjointement par la direction de la fonction militaire et du personnel civil (sous-direction des actions sociales) et la direction générale de la gendarmerie nationale :

- du soutien social du personnel des formations isolées ainsi que des ressortissants retraités domiciliés dans sa zone de responsabilité et dépendant d'une autre armée, direction ou service ;
- du remplacement éventuel d'assistant de service social en cas d'indisponibilité ou de non-couverture d'un poste.

Par ailleurs, le directeur régional de l'action social se tient en permanence informé des besoins exprimés en matière d'action sociale :

- par le commandement ;
- par les ressortissants et leurs représentants au sein des instances de concertation ;
- par le personnel social.

En outre, il veille à la gestion de l'infrastructure des immeubles dont la gendarmerie est attributaire et qui sont occupés par l'IGeSA.

Enfin, dans le cadre de ses responsabilités, il peut entretenir des relations avec les différents organismes oeuvrant dans le périmètre de l'action sociale, telles que les associations, les fondations et les mutuelles, les collectivités territoriales.

1.1.2.2.2. Un conseiller technique de service social, conseiller technique régional, est adjoint à chaque directeur régional de l'action sociale.

À ce titre :

- il lui donne son avis et lui fait part de ses analyses et propositions sur les actions sociales, l'organisation et la gestion du dispositif social en tant que conseiller expert ;
- il participe à la gestion administrative dans sa dimension technique professionnelle ;

- il participe à la gestion des crédits d'action sociale ;
- il est l'interface avec les structures sociales extérieures au ministère de la défense ;
- il assure la direction technique professionnelle, la coordination et le contrôle des activités des conseillers techniques et assistants de service social ;
- il est le rapporteur des dossiers à la commission restreinte, en l'absence de conseiller technique d'encadrement.

1.1.2.2.2.1. Un conseiller technique de service social, conseiller technique d'encadrement, hiérarchiquement subordonné au directeur régional de l'action sociale, peut assurer l'encadrement technique d'un groupe d'échelons sociaux.

Sous l'autorité du conseiller technique régional, il coordonne et contrôle les activités des conseillers techniques et assistants de service social relevant de ce groupe dont il assure également l'accompagnement professionnel et l'animation. Il est le rapporteur, pour son groupe d'échelons sociaux, des dossiers à la commission restreinte.

1.1.2.2.2.2. Un conseiller technique de service social, conseiller technique à responsabilité particulière peut sous l'autorité du conseiller technique régional effectuer des tâches spécifiques, éventuellement dans un cadre interarmées.

1.1.2.3. Le district social.

La direction régionale de l'action sociale comprend un nombre variable de districts sociaux. Les régions de gendarmerie, quelques grandes formations et écoles constituent des districts sociaux de la gendarmerie, leur commandant étant le chef de district social. Dans les régions de gendarmerie, chef lieu de zone de défense, cette fonction est assurée par le chef d'état-major régional. Sous l'autorité du directeur régional de l'action sociale, le chef de district social conduit, contrôle et coordonne l'action sociale au sein de sa zone géographique de compétence. À ce titre, il a notamment la responsabilité :

- du service social propre à la gendarmerie nationale ;
- des actions collectives de l'action sociale ;
- de la mise en oeuvre de certaines prestations sociales offertes par la fondation maison de la gendarmerie au personnel affecté en gendarmerie (active et retraités).

Le chef du district social préside le comité social. Il apporte un soutien logistique au fonctionnement de cette instance dont il assure le suivi et la mise en oeuvre des délibérations. Il s'assure que les travaux et actions du comité social sont connus des ressortissants du district ainsi que des attentes de ces derniers dans le domaine social. Il veille à entretenir à son niveau des contacts avec le milieu associatif et les mutuelles de la défense.

1.1.2.4. L'échelon social.

1.1.2.4.1. Les districts sociaux sont composés d'échelons sociaux généralement implantés dans chaque département. Chaque échelon social comporte un ou plusieurs assistants de service social chargés d'assurer le soutien social des ressortissants du département.

1.1.2.4.2. Le conseiller ou assistant du service social est en rapport direct avec le commandant de groupement ou le chef de service, avec lequel il collabore dans le cadre des actions sociales à caractère individuel ou collectif. Selon les directives données par le directeur régional de l'action sociale, le conseiller technique ou l'assistant de service social :

- traite dans leur globalité les situations que lui confient les ressortissants, dans leur dimension sociale mais aussi juridique, financière, psychologique et familiale ;
- exerce une mission d'aide, de conseil et de prévention sur le plan individuel et collectif avec les différents acteurs « sociaux » du groupement ou du service dont il est l'interface ;
- met en oeuvre, au profit des ressortissants, les actions sociales relevant de sa compétence et de sa responsabilité, dans le respect de l'éthique et la déontologie professionnelle ;
- contribue à faciliter l'intégration des ressortissants dans leur milieu professionnel.

Responsable du fonctionnement de l'échelon social, il assure, avec le secrétaire d'échelon, des fonctions d'accueil, d'information et d'administration et rend compte de son activité.

Enfin, il est un interlocuteur privilégié du sous-chef d'état-major des ressources humaines, du médecin-chef, des présidents de catégories et plus généralement de tous les acteurs internes et externes concourant à l'environnement social de la formation.

1.2. Rattachements particuliers.

1.2.1. Personnel stationné hors de la métropole.

Le personnel stationné en Allemagne relève de la structure sociale interarmées implantée sur ces territoires.

Le personnel en service à l'étranger, non rattaché à un district social interarmées, dépend du centre administratif de la gendarmerie nationale (CAGN).

1.2.2. Personnel d'unités ayant des missions particulières.

Le personnel de la direction générale de la gendarmerie nationale, le personnel de l'état-major du commandement de la gendarmerie d'outre-mer, le personnel de l'inspection générale relèvent du district social du commandement de la région de gendarmerie d'Ile-de-France commandant la gendarmerie pour la zone de défense « Paris ».

Le personnel de la gendarmerie de la sécurité des armements nucléaires relève du district social de la garde républicaine.

En raison de leur dispersion dans les ports, sur les bases ou dans les établissements de la délégation générale pour l'armement, les gendarmes maritimes, de l'air et de l'armement ont recours à l'échelon social de la marine, de l'armée de l'air, de la DGA chargé du soutien social de ces ports, bases ou établissements. Les interventions et la prise en charge des actions sociales individuelles (enquête, démarche...) sont assurées par les assistants de service social de l'échelon social concerné.

Pour le même motif de dispersion, les gendarmes des transports aériens relèvent de l'échelon social de gendarmerie du lieu de leur affectation.

L'attribution des aides financières relève de la direction régionale de l'action sociale de Paris.

1.2.3. Personnel de la gendarmerie mobile.

Le personnel de la gendarmerie mobile est rattaché au district social sur le territoire duquel son unité d'appartenance est implantée, hormis le personnel relevant de la force de gendarmerie mobile et d'intervention qui constitue un district social propre.

1.2.4. Mesures propres aux écoles.

Chaque école ou centre d'instruction important constitue un district social, précisé en annexe, auquel peut être rattaché un centre à effectif réduit. L'action sociale pour ces organismes relève du général commandant les écoles de gendarmerie.

L'assistant de service social qui intervient au profit d'une école ou d'un centre d'instruction est celui de l'échelon social du groupement de gendarmerie départementale sur le territoire duquel est implanté l'école ou le centre d'instruction.

L'attribution des aides financières collectives relève du commandement des écoles de la gendarmerie lorsque celles-ci sont constituées en districts sociaux. Elles relèvent de la direction régionale de l'action sociale de la région de gendarmerie d'implantation sur le territoire lorsque l'école ou le centre d'instruction ne constitue pas un district social.

À l'exception des cas prévus au point 1.2.2, les aides financières individuelles sont attribuées par la direction régionale de l'action sociale du lieu d'implantation.

1.3. Instances de concertation.

1.3.1. Les districts sociaux correspondent à des zones géographiques de rattachement d'un comité social. Sur proposition du directeur général de la gendarmerie nationale, leur implantation et leur périmètre de compétence sont fixés par instruction du secrétaire général pour l'administration.

1.3.2. La présidence des comités sociaux est assurée par les chefs de districts sociaux. La représentation du personnel militaire de chaque comité social est composée à la fois de représentants du personnel de la gendarmerie départementale et de la gendarmerie mobile.

2. FONCTIONNEMENT.

2.1. Correspondances et liaisons.

2.1.1. La direction de la fonction militaire et du personnel civil (sous-direction des actions sociales) adresse les instructions et circulaires, les décisions et plus généralement tous les textes rédigés par l'administration centrale traitant de politique sociale, à la direction générale de la gendarmerie nationale qui les diffuse aux commandants de région de gendarmerie.

2.1.2. Pour toutes les matières ayant un caractère technique, les relations entre la direction de la fonction militaire et du personnel civil (sous-direction des actions sociales) et les directions régionales de l'action sociale sont directes.

2.1.3. Pour toutes les affaires courantes, la direction régionale de l'action sociale et le district social correspondent directement.

2.1.4. En tant que de besoin, les contacts directs peuvent être établis entre la direction régionale de l'action sociale et les autres directions régionales de l'action sociale des différentes armées et directions (soutien croisé interarmées, soutien des isolés...).

2.1.5. Les documents de portée générale établis par le district ou l'échelon social sont transmis directement au directeur régional de l'action sociale (bilan des actions, consommation des crédits, soutien des centres de vacances de jeunes...).

2.1.6. Les documents contenant des informations nominatives et individuelles, les comptes rendus d'enquête, les fiches de signalement, établis par le conseiller technique ou l'assistant de service social et transmis au conseiller technique régional, sont acheminés et conservés selon les modalités relatives à la protection des documents confidentiels à caractère social. Le conseiller technique régional communique au directeur régional de l'action sociale tous les éléments nécessaires à une prise de décision.

2.2. Moyens.

2.2.1. La direction de la fonction militaire et du personnel civil (sous-direction des actions sociales) procède à la désignation des conseillers et des assistants de service social.

En tant que service gestionnaire, elle met en place les crédits sociaux inscrits dans la nomenclature. L'essentiel des crédits est mis en place auprès des ordonnateurs secondaires en vertu de la procédure de délégation de crédits ou mis à la disposition des directeurs régionaux de l'action sociale sous forme de « droits de tirage » auprès de l'IGeSA.

2.2.2. Les commandants de région de gendarmerie pourvoient aux besoins des districts et échelons de l'action sociale en ce qui concerne la mise en place du personnel militaire et civil.

Ils assurent également le soutien en matériel (y compris les véhicules) et en infrastructure ainsi que les dépenses de fonctionnement à l'exception de la documentation technique mise en place par la direction de la fonction militaire et du personnel civil (sous-direction des actions sociales).

2.3. Surveillance et contrôle.

La surveillance administrative des directions régionales, des districts et des échelons est exercée conformément aux dispositions législatives et réglementaires et selon les modalités définies par la gendarmerie.

3. MISSIONS LIÉES AUX ÉTABLISSEMENTS GÉRÉS PAR L'IGESA.

Le présent chapitre a pour objet de définir le rôle et les responsabilités des directeurs régionaux de l'action sociale vis-à-vis des établissements gérés par l'IGeSA, rattachés à la gendarmerie nationale pour le soutien et la surveillance.

Un arrêté fixe la liste de ces établissements (crèches, centres sociaux, établissements de vacances...), ainsi que des régions de gendarmerie de rattachement.

Pour l'exercice de leurs responsabilités, les directeurs régionaux de l'action sociale disposent d'un droit de visite permanent dans les établissements situés dans leur zone de compétence.

3.1. Soutien des établissements.

Les directeurs régionaux de l'action sociale :

- s'assurent de l'application des circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement des établissements gérés par l'IGeSA ;
- apprécient les prestations en matière de service rendu et de satisfaction des usagers ;
- s'assurent du soutien de l'infrastructure des immeubles affectés au ministère de la défense. Ils proposent ainsi à la direction de la fonction militaire et du personnel civil (sous-direction des actions sociales), en liaison avec les services constructeurs et l'IGeSA, les travaux d'infrastructure nécessaires. Ils organisent et président à cet effet une réunion annuelle d'harmonisation ;
- permettent à l'IGeSA de développer sa communication, et à ce titre, tiennent à jour la liste de diffusion des catalogues livrés par l'IGeSA dans les formations de la gendarmerie implantées dans leur zone de responsabilité.

En outre, selon les directives de la gendarmerie nationale, ils peuvent être amenés à aider les antennes régionales de l'IGeSA (ARI) dans le cadre de leurs missions. Les modalités de cette aide font l'objet de conventions entre la région de gendarmerie et l'antenne régionale concernées.

3.2. Exercice de la tutelle.

Selon les directives de la direction de la fonction militaire et du personnel civil (sous-direction des actions sociales), les directeurs régionaux de l'action sociale s'assurent de la mise en oeuvre par les services compétents :

- de la réglementation générale applicable aux établissements sociaux et de vacances ;
- des procédures de contrôle applicables au sein des armées en matière de surveillance administrative et technique.

Ils vérifient que les observations formulées par les services compétents, militaires ou civils, lors de leurs contrôles, sont bien prises en compte par les directeurs et gestionnaires des établissements.

3.2.1. L'exercice du pouvoir de tutelle ne donne lieu à responsabilité que lorsque les fautes commises dans cet exercice (notamment l'insuffisance du contrôle) sont des fautes lourdes, qu'il s'agisse des dommages causés aux administrés ou à des collectivités sous tutelle.

4. APPLICATION.

La présente instruction entre en vigueur le 1er juillet 2005 et abroge l' instruction 1304 /DEF/SGA 50500 /DEF/GEND/P/ASG du 16 décembre 1994 relative à l'organisation de l'action sociale dans la gendarmerie.

L'annexe peut être modifiée par décision conjointe du directeur de la fonction militaire et du personnel civil et du directeur général de la gendarmerie nationale.

Pour la ministre de la défense et par délégation :

La secrétaire générale pour l'administration

Evelyne RATTE.

Le général d'armée, directeur général de la gendarmerie nationale,

Guy PARAYRE.

ANNEXE.

**ARTICULATION, SIÈGE, ZONE DE RESPONSABILITÉ OU CHAMP DE COMPÉTENCE DES
DIRECTIONS RÉGIONALES DE L'ACTION SOCIALE ET DES DISTRICTS SOCIAUX DE LA
GENDARMERIE NATIONALE.**

Directions régionales de l'action sociale.	Districts sociaux.	Champ de compétence des districts sociaux.	Échelons sociaux.
Zones de responsabilité (1).	Zones de responsabilité.		
Commandement de la région de gendarmerie d'Ile-de-France, commandant la gendarmerie pour la zone de défense « Paris ».	Commandement de la région de gendarmerie d'Ile-de-France, commandant la gendarmerie pour la zone de défense « Paris ».	Personnel de la direction générale de la gendarmerie nationale, personnel de l'inspection générale, personnel de l'état-major du commandement de la gendarmerie d'outre-mer.	Paris-Minimes.
	75 Ville de Paris.		Melun.
	77 Seine-et-Marne.		Satory.
	78 Yvelines.		Evry.
	91 Essonne.		Créteil.
	92 Hauts-de-Seine.		Cergy-Pontoise.
	93 Seine-Saint-Denis.		Direction générale de la gendarmerie nationale.
	94 Val-de-Marne.		
	95 Val-d'Oise.		
	Force de gendarmerie mobile et d'intervention, Maisons-Alfort (Val-de-Marne).		Melun.
			Versailles.
			Aubervilliers.
			Maisons-Alfort.
			Issy-les-Moulineaux.
	Garde républicaine, Paris.	Personnel de la gendarmerie de la sécurité des armements nucléaires.	Paris-Célestins.
	Gendarmerie de l'air, Paris.		Nanterre.
	Gendarmerie maritime, Paris.		
	Gendarmerie de l'armement, Paris.		
	Gendarmerie des transports aériens, Paris.		
	Centre technique de la gendarmerie nationale, Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).	Personnel du centre et du groupe de commandement des formations aériennes de gendarmerie (GCFAG).	Rosny-sous-Bois.
Commandement de la région de gendarmerie	Commandement de la région de gendarmerie du Nord,		Lille.

du Nord, commandant la gendarmerie pour la zone de défense « Nord ».	commandant la gendarmerie pour la zone de défense « Nord ». 59 Nord. 62 Pas-de-Calais.		Valenciennes. Arras. Calais.
	Commandement de la région gendarmerie de Picardie, Amiens. 02 Aisne. 60 Oise. 80 Somme.		Laon. Amiens. Beauvais. Soissons.
Commandement de la région de gendarmerie de l'Ouest, commandant la gendarmerie pour la zone de défense « Ouest ».	Commandement de la région de gendarmerie de l'Ouest, commandant la gendarmerie pour la zone de défense « Ouest ». 22 Côtes-d'Armor. 29 Finistère. 35 Ille-et-Vilaine. 56 Morbihan.		Rennes. Saint-Brieuc. Quimper. Vannes. Châteaulin.
	Commandement de la région de gendarmerie de Basse-Normandie, Caen. 14 Orne. 50 Manche. 61 Calvados.		Caen. Saint-Lô. Alençon.
	Commandement de la région de gendarmerie de Haute-Normandie, Rouen. 27 Eure. 76 Seine-Maritime.		Rouen. Evreux. Le Havre.
	Commandement de la région de gendarmerie des Pays de la Loire, Nantes. 44 Loire-Atlantique. 49 Maine-et-Loire. 53 Mayenne. 72 Sarthe. 85 Vendée.		Nantes. Angers. Laval. Le Mans. La Roche-sur-Yon.

	<p>Commandement de la région de gendarmerie du Centre, Orléans.</p> <p>18 Cher.</p> <p>28 Eure-et-Loir.</p> <p>36 Indre.</p> <p>37 Indre-et-Loire.</p> <p>41 Loir-et-Cher.</p> <p>45 Loiret.</p>		<p>Bourges.</p> <p>Chartres.</p> <p>Châteauroux.</p> <p>Tours.</p> <p>Blois.</p> <p>Orléans.</p> <p>Montargis.</p>
	<p>Centre administratif de la gendarmerie nationale, Le Blanc (Indre).</p>	<p>Personnel du centre administratif, personnel en service dans les territoires et département d'outre-mer et à l'étranger non rattaché à un district social interarmées.</p>	
<p>Commandement de la région de gendarmerie du Sud-Ouest, commandant la gendarmerie pour la zone de défense « Sud-Ouest ».</p>	<p>Commandement de la région de gendarmerie du Sud-Ouest, commandant la gendarmerie pour la zone de défense « Sud-Ouest ».</p> <p>24 Dordogne.</p> <p>33 Gironde.</p> <p>40 Landes.</p> <p>47 Lot-et-Garonne.</p> <p>64 Pyrénées-Atlantiques.</p>		<p>Périgueux.</p> <p>Bordeaux.</p> <p>Mont-de-Marsan.</p> <p>Agen.</p> <p>Pau.</p> <p>Bayonne.</p>
	<p>Commandement de la région de gendarmerie de Midi-Pyrénées, Toulouse.</p> <p>09 Ariège.</p> <p>12 Aveyron.</p> <p>31 Haute-Garonne.</p> <p>32 Gers.</p> <p>46 Lot.</p> <p>65 Hautes-Pyrénées.</p> <p>81 Tarn.</p> <p>82 Tarn-et-Garonne.</p>		<p>Foix.</p> <p>Rodez.</p> <p>Toulouse.</p> <p>Auch.</p> <p>Cahors.</p> <p>Tarbes.</p> <p>Albi.</p> <p>Montauban.</p>
	<p>Commandement de la région de gendarmerie du Limousin, Limoges.</p>		<p>Tulle.</p> <p>Guéret.</p>

	19 Corrèze. 23 Creuse. 87 Haute-Vienne.		Limoges.
	Commandement de la région de gendarmerie de Poitou-Charentes, Poitiers. 16 Charente. 17 Charente-Maritime. 79 Deux-Sèvres. 86 Vienne.		Angoulême. La Rochelle. Niort. Poitiers.
Commandement de la région de gendarmerie du Sud, commandant la gendarmerie pour la zone de défense « Sud ».	Commandement de la région de gendarmerie du Sud, commandant la gendarmerie pour la zone de défense « Sud ». 04 Alpes-de-Haute-Provence. 05 Hautes-Alpes. 06 Alpes-Maritimes. 13 Bouches-du-Rhône. 83 Var. 84 Vaucluse.		Digne-les-Bains. Gap. Nice. Marseille. Toulon. Avignon.
	Commandement de la région de gendarmerie du Languedoc-Roussillon, Montpellier. 11 Aude. 30 Gard. 34 Hérault. 48 Lozère. 66 Pyrénées-Orientales.		Carcassonne. Nîmes. Montpellier. Perpignan.
	Commandement de la région de gendarmerie de Corse, Ajaccio. 2A Corse-du-Sud. 2B Haute-Corse.		Ajaccio. Bastia.
	Commandement de la région de gendarmerie pour la zone de défense « Sud-Est ».		Bourg-en-Bresse. Privas.

commandant la gendarmerie pour la zone de défense « Sud-Est ».	01 Ain.		Valence.
	07 Ardèche.		Grenoble.
	26 Drôme.		Saint-Etienne.
	38 Isère.		Lyon.
	42 Loire.		Chambéry.
	69 Rhône.		Annecy.
	73 Savoie.		Chamonix.
	74 Haute-Savoie.		
	Commandement de la région de gendarmerie d'Auvergne, Clermont-Ferrand.		Moulins.
	03 Allier.		Aurillac.
Commandement de la région de gendarmerie de l'Est, commandant la gendarmerie pour la zone de défense « Est ».	15 Cantal.		Le Puy-en-Velay.
	43 Haute-Loire.		Clermont-Ferrand.
	63 Puy-de-Dôme.		Montluçon.
	Commandement de la région de gendarmerie de l'Est, commandant la gendarmerie pour la zone de défense « Est ».		Bar-le-Duc.
	55 Meuse.		Nancy.
	54 Meurthe-et-Moselle.		Metz.
	57 Moselle.		Epinal.
	88 Vosges.		
	Commandement de la région de gendarmerie de Champagne-Ardenne, Châlons-en-Champagne.		Charleville-Mézières.
	08 Ardennes.		Troyes.
	10 Aube.		Reims.
	51 Marne.		Chaumont.
	52 Haute-Marne.		
	Commandement de la région de gendarmerie d'Alsace, Strasbourg.		Strasbourg.
	67 Bas-Rhin.		Colmar.

	68 Haut-Rhin.		
	Commandement de la région de gendarmerie de Bourgogne, Dijon.		Dijon.
	21 Côte-d'Or.		Nevers.
	58 Nièvre.		Mâcon.
	71 Saône-et-Loire.		Auxerre.
	89 Yonne.		
	Commandement de la région de gendarmerie de Franche-Comté, Besançon.		Besançon.
	25 Doubs.		Lons-le-Saunier.
	39 Jura.		Vesoul.
	70 Haute-Saône.		
	90 Territoire de Belfort.		
Commandement des écoles de la gendarmerie, à Rochefort.	Ecole des officiers de la gendarmerie nationale, Melun.	Personnel de l'école de gendarmerie de Fontainebleau, de l'état-major du commandement des écoles, du centre d'enseignement supérieur de la gendarmerie, du centre de documentation et de pédagogie de Maisons-Alfort, du centre d'instruction de ski et d'alpinisme de la gendarmerie de Chamonix et du centre d'instruction nautique de la gendarmerie d'Antibes.	Melun.
	Ecole de gendarmerie de Chaumont (Haute-Marne).		Chaumont.
	Ecole de gendarmerie de Châtelleraut (Vienne).		Poitiers.
	Ecole de gendarmerie de Châteaulin (Finistère).		Châteaulin.
	Ecole de gendarmerie de Montluçon (Allier).		Montluçon.
	Ecole de gendarmerie de Libourne (Gironde).		Bordeaux.
	Ecole de gendarmerie de Montargis (Loiret).		Montargis.
	Ecole de gendarmerie de Tulle (Corrèze).		Tulle.
	Ecole de gendarmerie de Rochefort (Charente-Maritime).		La Rochelle.
	Ecole de gendarmerie du Mans (Sarthe).	Personnel du centre administratif territorial de la gendarmerie du Mans.	Le Mans.
	Centre national d'entraînement des forces de gendarmerie de	Personnel du centre national d'instruction cynophile de la	Périgueux.

	Saint-Astier (Dordogne).	gendarmerie de Gramat (Lot).	
(1) Zone de responsabilité : zone dans laquelle le directeur régional de l'action sociale (ou le chef de district social) est chargé du soutien social des ressortissants de la gendarmerie ainsi que, dans le cadre d'accords interarmées, du soutien social des ressortissants retraités ou isolés. L'ensemble des zones de responsabilité couvre la totalité du territoire métropolitain.			